

NEDERLANDSE DEPT. REGISTER. F. W. 1999

27-07-1999

01.12.1999

N° 53089

6/315.01

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE
SABENA**

315.01

**CONVENTION COLLECTIVE DE
TRAVAIL PORTANT SUR LA
PREPENSION DANS LE CADRE DE
L'A.R. du 7 DECEMBRE 1992 ET DE
LA LOI DU 26 MARS 1999**

*(CCi du 28 juin 1999 et du
7 juillet 1999)*
Entre, d'une part

la F.E.B. - Sabena,

représentée par Madame Hilde Burie et
Monsieur Patrick du BOIS

et, d'autre part :

- pour la C.S.C., représentée par
Monsieur Jan COOLBRANDT -
C.C.S.P.;
- pour la F.G.T.B., Monsieur Karel
GACOMS - C.M.B. et Monsieur
V Freddy TACK - C.G.S.P.
- A pour la C.G.S.L.B., Monsieur Jean
FROM

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 :

La présente convention s'applique *aux*
employeurs et aux travailleurs qui
ressortissent à la Sous-Commission
Paritaire 315.01

Article 2 :

Un régime d'indemnité complémentaire,
au profit des travailleurs âgés qui sont
licenciés, est introduit en application de
l'A.R. du 7 décembre 1992 et de la loi
du 26 mars 1999.

PARITAIR SUB-COMITE SABENA

315.01

**COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMST INZAKE
BRUGPENSIOEN IN HET KADER VAN
HET K.B. VAN 7 DECEMBER 1992 EN
VAN DE WET VAN 26 MAART 1999.**

*(CAO van 28 juni 1999 en van
7 juli 1999)*

Tussen, enerzijds

het V.B.O - Sabena,

vertegenwoordigd door Mevrouw Hilde
BURIE en de Heer Patrick du BOIS

en, anderzijds :

- voor het A.C.V., de heer Jan
COOLBRANDT - C.C.O.D.;
- voor het A.B.V.V., de heer Karel
GACOMS - C.M.B. en de heer Freddy
TACK, A.C.O.D.
- voor het A.C.L.V.B., de heer Jean ROM;

wordt overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1 :

Onderhavige overeenkomst is van
toepassing op de werkgevers en
werknemers die ressorteren onder het
Paritair Sub-Comité 315.01

Artikel 2 :

Een régime van aanvullende vergoeding
ten gunste van oudere werknemers die
ontslagen werden, wordt ingesteld in
uitvoering van het K.B. van 7 december
1992 en van de wet van 26 maart 1999.

[Handwritten signatures and initials]

Article 3 :

L'avantage de cette prépension est accordé aux travailleurs ayant atteint l'âge de 56 ans dans la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000.

Ces travailleurs doivent justifier d'une carrière professionnelle de 33 ans et avoir travaillé pendant au moins 20 ans dans le cadre d'un régime de travail prévoyant des prestations de nuit.

L'avantage de cette prépension est aussi accordé aux travailleurs ayant atteint l'âge de 55 ans et qui justifie d'une carrière professionnelle de 38 ans.

L'avantage de la prépension est accordé également aux travailleurs ayant atteint l'âge de 58 ans et qui justifie d'une carrière professionnelle de 25 ans.

Article 4 :

L'indemnité complémentaire accordée dans le cadre de la présente convention est équivalente à l'indemnité déterminée à l'article 3 de la C.C.T. du 11 décembre 1992 (en annexe).

Article 5 :

Les dispositions relatives à la pension extralégale reprises à l'article 4 de la C.C.T. du 11 décembre 1992 demeurent également d'application (en annexe).

Article 6 :

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée prenant cours au 1er janvier 1999 pour se terminer au 31 décembre 2000.

Artikel 3 ;

Het voordeel van dit brugpensioen wordt toegekend aan werknemers die de leeftijd van 56 jaar bereikt hebben tussen 1 januari 1999 en 31 december 2000.

Deze werknemers moeten een professionele loopbaan van 33 jaar kunnen rechtvaardigen en moeten minstens gedurende 20 jaar gewerkt hebben in een arbeidsregime waarin nachtprestaties voorzien worden.

Het voordeel van dit brugpensioen wordt ook toegekend aan werknemers die de leeftijd van 55 jaar bereikt hebben en die een professionele loopbaan van 38 jaar kunnen rechtvaardigen.

Het voordeel van dit brugpensioen wordt ook toegekend aan werknemers die de leeftijd van 58 jaar bereikt hebben en die een professionele loopbaan van 25 jaar kunnen rechtvaardigen.

Artikel 4 :

De aanvullende vergoeding toegekend in het kader van huidige overeenkomst is gelijk aan de vergoeding bepaald in artikel 3 van de CAO van 11 december 1992 (als bijlage).

Artikel 5 :

De bepalingen omtrent het extra-legaal pensioen opgenomen in artikel 4 van de CAO van 11 december 1992 blijven eveneens van toepassing (als bijlage).

Artikel 6 :

Onderhavige collectieve arbeids-overeenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur ingaande op 1 januari 1999 en eindigend op 31 december 2000.

[Handwritten signatures and initials]

28 Jun 1999 ab la
Fait à Bruxelles, le 7^e juillet 1999.

28 Jun 1999 ab
(Opgemaakt te Brussel, op 7^e juli 1999.

[Handwritten marks and initials]
+ g
3
ce

+

Convention collective de travail modifiant la C.C.T. du 23 mai 1984 modifiée par la convention du 19 décembre 1990, introduisant un régime particulier d'indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement.

ENTRE, d'une part,

- La Société Anonyme S A B E N A ,

représentée par Monsieur P. GODFROID et par Monsieur A. PAHAUT,

dont le siège social est situé au 35 de la rue Cardinal Mercier à 1000 BRUXELLES,

ET, d'autre part,

- la Centrale Générale des Services **Publics**, C.G.S.P., représentée par Monsieur F. TACK;
- la Centrale des Métallurgistes de Belgique, C.M.B., représentée par Monsieur K. GACOMS,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

[Handwritten signatures and initials]

Article 1

Les conditions d'âge prévues dans la convention du 23 mai 1984 adaptée selon la convention du 19 décembre 1990 seront maintenues jusqu'au 31 octobre 1995, et à titre exceptionnel, élargies à maximum 530 personnes qui atteindront l'âge de 50 ans au plus tard le 30 avril 1994.

Article 2

La Société étant reconnue par le Ministère de l'Emploi et du Travail comme Société en difficultés, les préavis individuels seront réduits à 6 mois et les prépensionnés ne devront pas être remplacés.

Les départs en prépension sont subordonnés à un accord de la Société et ne peuvent avoir lieu effectivement qu'à partir du moment où la Société aura pourvu à une succession optimale de l'intéressé.

Pour les travailleurs qui ont déjà introduit leur demande de prépension et dont le préavis est en cours, le délai de préavis pourra également être réduit à 6 mois.

Article 3

L'article 5 de la convention du 23 mai 1984, modifiée par la convention du 19 décembre 1990, est remplacé par le texte suivant.

Les travailleurs qui partent en prépension percevront jusqu'à l'âge de la pension, une indemnité complémentaire telle que prévue par la C.C.T. N° 17 du 19/12/1974, conclue au Conseil National du Travail, majorée de :

4% de la rémunération mensuelle brute qui ne dépasse pas celle du plafond de rémunération définie par la C.C.T. N° 17 précitée,

et

6% de la rémunération mensuelle brute qui dépasse le plafond de cette rémunération.

Cette majoration s'élèvera au minimum à 3000 FB bruts par mois.

Comme rémunération mensuelle brute pour le calcul des 4% et 6%, il faut comprendre : la rémunération mensuelle normale des travailleurs à l'exclusion du sursalaire pour travail en équipes, heures supplémentaires, travail du dimanche et jours fériés, etc...

sh +

7V
ce
ce

Article 4

L'article 9 de la convention du 23 mai 1984, adaptée par la convention du 19 décembre 1990, est remplacé par le texte suivant :

"Pour autant que le prépensionné continue à verser sa prime personnelle, la Sabena continuera à verser la prime patronale. Le niveau de ces primes est égal au montant appliqué le dernier mois de service effectif".

Sur demande de l'intéressé et avec l'accord de la Sabena, il est possible de convenir d'un autre règlement avec les A.G. au niveau des cotisations et allocations. Dans tous les cas, la Sabena continuera les versements du contrat A.

Article 5

Au 1er janvier 1993 la direction publiera la liste des 450 personnes/personnel au sol pour lesquelles la prépension sera prévue. Il sera tenu compte, dans la mesure du possible, de la liste des volontaires et des cas sociaux, qui seront éventuellement proposés par les organisations syndicales.

Moyennant accord de la direction, certains noms proposés pourront être remplacés à tout moment par des volontaires.

La garantie est donnée que le plus grand nombre possible de personnes, avec un minimum de 150, pourront partir en prépension, sur base volontaire.

En vue de faciliter le départ des volontaires, la formation des remplaçants sera systématiquement organisée.

L'élargissement du nombre de prépensionnés par rapport au nombre de 300 personnes prévu à l'origine, avec un minimum de 150 prépensionnés sur base volontaire, est rendu possible du fait que tous les prépensionnés se verront offrir la possibilité d'un accompagnement out-placement.

Article 6

Les prépensionnés qui n'accepteront pas un nouvel emploi, continueront à bénéficier de la prépension. Les prépensionnés qui débiteront dans un nouvel emploi, continueront à

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page]

†

bénéficiaire de l'intervention Sabena en matière de prépension.
Au cas où ils redeviendraient inactifs, ils pourront à nouveau
bénéficiaire des indemnités légales de chômage.

Pour ceux qui débutent une activité d'indépendant, des
dispositions analogues seront prises à titre individuel.

Article 7

La présente convention est conclue pour une durée déterminée
et entre en vigueur le 1er novembre 1992 pour se terminer au
31 octobre 1995.

Bruxelles, le 11 décembre 1992

Fait en autant d'exemplaires
que de parties signataires

✓

+

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de C.A.O. van 23 mei 1984 aangepast door de conventie van 19 december 1990 tot invoering van een bijkomende regeling voor het verstrekken van een aanvullende vergoeding aan sommige bejaarde werknemers, indien ze worden ontslagen.

TUSSEN, enerzijds,

De Naamloze Vennootschap S À B E N A

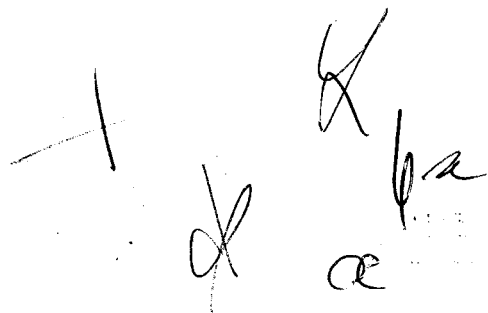

vertegenwoordigd door de heer P. GODFROID en de heer A. PAHAUT,

met maatschappelijke zetel te 1000 BRUSSEL, Kardinaal Mercierstraat 35,

EN, anderzijds,

- de **Algemene Centrale der Openbare Diensten, A.C.O.D.**, vertegenwoordigd door de heer F. TACK;
- de **Centrale der Metaalbewerkers van België, C.M.B.**, vertegenwoordigd door de heer K. GACOMS,

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :



Artikel 1

De leeftijdsvoorwaarden voorzien in de conventie van 23 mei 1984 aangepast door de conventie van 19 december 1990 worden gehandhaafd tot 31 oktober 1995 en ten uitzonderlijke titel uitgebreid voor maximaal 530 personeelsleden die op uiterlijk 30 april 1994 de leeftijd van 50 jaar bereiken.

Artikel 2

Daar de Maatschappij door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid erkend is als Maatschappij in moeilijkheden, zal de individuele opzegtermijn verminderd worden tot 6 maanden en de brugpensioneerden zullen niet moeten vervangen worden.

De vertrekken met brugpensioen zijn onderworpen aan een akkoord van de Maatschappij en kunnen slechts effectief plaatsvinden vanaf het ogenblik waarop de Maatschappij in een optimale vervanging van de betrokkene zal voorzien hebben.

Voor de werknemers die hun aanvraag tot brugpensioen reeds ingediend hebben en waarvan de opzeggingstermijn lopende is, zal de opzeggingstermijn eveneens kunnen herleid worden tot 6 maanden.

Artikel 3

Artikel 5 van de conventie van 23 mei 1984, aangepast door de conventie van 19 december 1990, wordt vervangen door de volgende tekst.

Aan de werknemers die met brugpensioen vertrekken zal tot hun pensioengerechtigde leeftijd een aanvullende vergoeding worden toegekend zoals vastgesteld in de C.A.O. Nr. 17 van 19/12/1974, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, vermeerderd met :

4% van het bruto maandloon dat de loongrens vastgesteld in voornoemde C.A.O. Nr. 17 niet overtreft,

en

6% van het bruto maandloon dat deze loongrens overtreft.

Deze vermeerdering dient ten minste 3000 BEF bruto per maand te bedragen.

Onder bruto maandloon voor de berekening van de 4% en 6%, dient te worden verstaan : het gewone maandloon van de werknemers, met uitsluiting van overloon voor ploegenarbeid, overwerk, werk op zon- en feestdagen, enz...

Handwritten initials and a large checkmark.

Handwritten initials and a signature.

Artikel 4

Artikel 9 van de conventie van 23 mei 1984, aangepast door de conventie van 19 december 1990, wordt vervangen door de volgende tekst :

"Voor zover de bruggepensioneerde verder gaat met het storten van zijn persoonlijke premie, zal Sabena verder de patronale premie storten. Het niveau van deze premies is gelijk aan het bedrag toegepast tijdens de laatste maand van effectieve dienst".

Op aanvraag van betrokkene en met akkoord van Sabena kan met de A.G. een andere regeling van niveau van de bijdragen en toelagen getroffen worden. In ieder geval zal Sabena het A-kontrakt blijven doorbetalen.

Artikel 5

Per 1 januari 1993 zal de directie de lijst van 450 personen/grondpersoneel bekendmaken waarvoor prepensioen zal voorzien worden. Er zal hierbij in de mate van de mogelijkheden rekening gehouden worden met de lijst van de vrijwilligers en de sociale gevallen die eventueel door de vakbonden zullen voorgelegd worden.

Mits akkoord van de directie kunnen op elk ogenblik sommige voorgestelde namen vervangen worden door vrijwilligers.

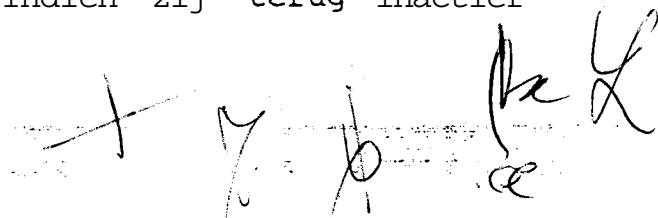
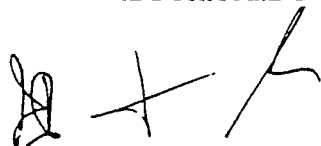
De waarborg wordt gegeven dat zoveel mogelijk personen met minimum 150 op vrijwillige basis met prepensioen zullen kunnen vertrekken.

Met het oog op het mogelijk maken van het vertrek van de vrijwilligers zal de opleiding van de opvolgers systematisch georganiseerd worden.

De uitbreiding van het aantal prepensioenen t.o.v. van het oorspronkelijk voorziene aantal van 300 personen met minimum 150 pregepensioneerden op vrijwillige basis wordt mogelijk gemaakt doordat aan alle pregepensioneerden de mogelijkheid tot out-placement begeleiding zal worden aangeboden.

Artikel 6

Bruggegepensioneerden die geen nieuw werk aanvaarden zullen genieten van het prepensioen. Pregepensioneerden die een nieuw werk beginnen zullen verder genieten van de Sabena-tussenkomst inzake prepensioen. Indien zij terug inactief



worden zullen zij terug kunnen genieten van de wettelijke werkloosheidsvergoedingen.

Voor diegenen die een activiteit als zelfstandige beginnen zal een gelijkaardige regeling getroffen worden op individuele basis.

Artikel 7

De huidige overeenkomst wordt afgesloten voor bepaalde duur en treedt in werking op 1 november 1992 om te eindigen op 31 oktober 1995.

Brussel, 11 december 1992.

Opgemaakt in zoveel exemplaren
als er ondertekende partijen zijn